



THE JERUSALEM POST

Israel's best-selling English daily and most-read English website



Photo by: Eva Tapiero

Le prix de la vérité

By EVA TAPIERO

20/08/2013

2012 a été l'année la plus meurtrière pour les journalistes. Qui sont ces hommes et ces femmes qui ont décidé de tout raconter au péril de leur vie ?

Au cœur de Paris une organisation accueille des journalistes réfugiés du monde entier, il s'agit de la Maison des journalistes.

Les journalistes rencontrés là-bas ont tous un point commun : l'envie, la volonté de raconter la vérité de la situation sur le terrain dans leur pays. Mais ce qu'ils ont à dire, qui va de la reconnaissance des droits humains, aux droits de la femme en passant par la corruption, dérange le pouvoir en place. Eux et leurs familles ont reçu des menaces, et parfois été emprisonnés.

A la question de savoir s'ils connaissaient les risques de leur travail, ils répondent tous que oui. La raison de leur engagement ? Pour certains, comme Rebin, c'est leur histoire personnelle qui les a décidés. En tant que Kurde, il a assisté à des exactions commises contre son peuple depuis l'enfance, ce qui lui a forgé l'envie de militer pour les droits de l'Homme. Mais tous les journalistes réfugiés interrogés, quels qu'ils soient, estiment qu'il s'agit « tout simplement » d'une nécessité, que quelqu'un doit raconter ce qui se passe.

Mais, dans certains pays, la vérité a un prix. Menacés, harcelés, emprisonnés, parfois torturés, pour eux, l'exil n'est pas un choix, c'est la condition de leur survie. Rebin, Raafat, Ahura (son prénom a été changé pour des raisons de sécurité) et Kabir ont dû franchir le pas. Ils ont été accueillis à Paris par la Maison des journalistes. C'est là que le Jerusalem Post les a rencontrés et a partagé leur quotidien pendant plus d'une semaine.

L'exil comme unique solution de survie

Rebin n'oubliera jamais le jour où il a quitté son pays natal, l'Iran. Forcé de fuir illégalement, son passeport lui ayant été confisqué, il a dû faire appel à des passeurs. Il a ainsi transité du Kurdistan iranien au Kurdistan irakien à dos d'âne. La nuit, il s'est retrouvé séparé du groupe et à marcher au milieu d'un champ de mines antipersonnel : il a été sauvé de justesse par les cris d'un homme lui expliquant où il était.

Il raconte : « Je n'oublierai jamais cette nuit, je m'étais fait devancer par les passeurs, alors je me suis assis le long de la frontière, avec l'Iran derrière moi et l'Irak devant moi. C'était une expérience incroyable, presque irréelle. En regardant en arrière vers l'Iran, je pensais à toutes les difficultés que j'avais endurées, en regardant vers l'Irak je pensais "mes problèmes vont peut-être me suivre là-bas aussi" ». Assis là, il s'est alors dit à lui-même : « Quelle chose horrible d'être forcé à quitter son pays, le pays dans lequel j'ai vécu toute ma vie et que j'aime, de laisser tout derrière moi et partir, parce qu'à la tête de mon Etat, il y a un dictateur ».

Ahura, également Iranien, a laissé sa femme, journaliste, derrière lui. Interviewé pour la première fois sur sa vie en Iran, le souvenir du traitement cruel dont il a été victime en prison lui arrache des sanglots. Il ne veut pas raconter les détails de sa détention, mais voici ce qu'il livre : « Le policier qui m'a interrogé m'a dit "écoute moi bien, je ne te tuerai pas, mais je ferai des choses qui marqueront ton esprit et quand tu sortiras de prison, je suis sûr que tu t'ôteras la vie" ».

« C'est exactement ce qui s'est passé », poursuit Ahura. En quittant la prison, il est allé chez ses parents, puis chez sa sœur. Et là, il s'est rendu

chez sa sœur. Et là, il s'est perdu.

Il se souvient seulement de son réveil à l'hôpital.

Ils sont originaires de Syrie ou du Bangladesh

L'histoire de Raafat, Syrien qui a suivi sa famille en Arabie Saoudite est similaire. Il a d'abord été emprisonné en Arabie Saoudite pendant deux ans pour ses écrits en faveur de la relâche d'un prisonnier, écrivain, puis sera transféré en Syrie au début de la révolution.

Dès sa sortie, il a commencé à écrire et raconter la révolution. Il fera alors plusieurs passages en prison en Syrie, avant de s'échapper pour la Jordanie et la France. Il décrit les tortures, les humiliations et les menaces dont il a souffert. Il raconte l'eau gelée qu'on lui lançait sur le corps nu pendant l'hiver, avant d'être frappé avec des fils électriques : « Après une heure de ce traitement, je ne pouvais plus penser ».

Enfin, Kabir vient du Bangladesh. Un pays dont on entend rarement parler. Journaliste dans un journal local, il enquêtait et rendait compte de la corruption qui touche son pays, ainsi que de l'argent détourné par les autorités. Il a également écrit sur les agissements de la police. Le pouvoir local en place l'a poursuivi, menacé de mort et persécuté. Il a passé deux ans en prison.

A sa sortie, les menaces étaient telles qu'il devait changer de cachette presque quotidiennement. Un jour, la police, ne le trouvant pas chez lui, a arrêté sa femme et son frère. C'est dans ces conditions qu'il a dû quitter le Bangladesh, pour l'Inde, puis l'Espagne et la France.

Ces cas dramatiques, Reporter sans frontières en fait état chaque jour et annonce le nombre de journalistes, tués ou emprisonnés chaque année. Pourtant le grand public reste dans l'ignorance de la vie des reporters menacés qui fuient leur pays. Pour la plupart, ils entrent dans la masse des immigrants qui entament le long parcours du combattant qui les attend en Europe.

La France, terre d'accueil et de contrastes

Kabir explique son état d'esprit lorsqu'il vivait dans la rue en France : « Au Bangladesh, j'aurai été tué d'une balle dans la tête, ici je meurs un peu plus chaque jour ». Il est pourtant reconnaissant à la France de l'accueillir et à la Maison des journalistes de lui avoir mis un toit sur la tête. Mais les mois qu'il a passés à dormir dans la rue l'ont marqué.

Kabir comme Ahura souffrent aussi d'être éloignés de leur famille. Ils maintiennent un contact avec leurs femmes et, pour Kabir, son petit garçon de 4 ans, mais l'éloignement est difficile. Malgré tout, pour Ahura, penser aux siens est la seule raison pour tenir et continuer à se battre.

Tous sont soulagés d'être en vie et d'être en sécurité. Mais pour tous, l'exil est dur. Ils parlent de rêves récurrents de torture ou de persécution et racontent des nuits mouvementées.

L'arrivée dans un nouveau pays est aussi la découverte d'une nouvelle culture, parfois très différente de la leur. Rebin y est particulièrement sensible. Il ne comprend pas : « En Europe, les gens ne connaissent pas leurs voisins et, si on tente d'interagir avec un enfant dans la rue, les parents ont peur ».

Rebin se bat beaucoup pour le droit des femmes. Il dénonce leur situation au Moyen-Orient. Pourtant, il remarque : « Au Moyen-Orient, la situation de la femme est terrible, mais ici, où la femme est libre, elle est traitée en objet ». Il parle notamment des publicités dont il ne comprend pas qu'il soit fait appel au corps féminin pour vendre.

Il n'aime pas le rythme parisien effréné (ou celui des grandes villes d'Europe), même s'il s'en est vite imprégné. « Après quelques semaines à Paris, j'ai remarqué que je marchais aussi rapidement que les parisiens dans la rue ! » sourit-il, une pointe de tristesse dans la voix.

En France, les journées de ces demandeurs d'asile politique sont rythmées par les démarches administratives à accomplir. Des démarches compliquées et un système lent, qui ne sont pas toujours compris par les

journalistes. La barrière de la langue rend les choses encore plus difficiles.

Accompagnant Raafat, j'ai pu noter les queues interminables de la préfecture, qui doit leur délivrer le sésame pour tenter d'obtenir le statut de réfugié politique. Renvoyé sans raison apparente, sans comprendre ce qu'il se passe, il lui a fallu 5 tentatives avant de se faire recevoir et écouter par quelqu'un.

Un refuge, la Maison des journalistes

Installée dans le 15^e arrondissement de Paris sur trois niveaux, dans une ancienne usine de brosses mise à disposition par la Ville de Paris, la Maison des journalistes accueille des journalistes du monde entier. L'organisation se déclare apolitique et, comme l'explique sa directrice, la seule chose qui compte pour être accepté ici, outre une place vacante, est le fait d'être menacé dans son pays d'origine pour ses activités.

Depuis sa création en 2002 la « Maison » a accueilli 257 journalistes originaires de 55 pays. Dont 28 journalistes de 17 nationalités différentes, en 2012. La Syrie et l'Iran occupent les premiers rangs en termes de pays pourvoyeurs de reporters exilés.

L'association offre un hébergement pendant 6 mois avec tickets repas et carte de transport fournis. Tous ces exilés rencontrés sont reconnaissants à l'organisation de les accueillir. Cependant, ils manquent cruellement d'activités en lien avec leur métier. Il leur est très difficile d'entrer en contact avec leurs confrères français et les médias locaux, surtout en raison de la barrière de la langue. Des cours de français sont bien dispensés par l'association, mais ils sont insuffisants pour permettre à des débutants de se débrouiller en 6 mois.

En clair, ils n'ont que peu d'espoir de devenir journalistes en France. Selon la directrice de la MDJ, peu retrouvent un travail dans cette branche. Même en ce qui concerne les francophones qui ont certes plus de chance que les autres, mais les médias français restent frileux.

Mais pour Rebin, Raafat, Kabir et Ahura, il n'est pas question de lâcher leurs rêves et leur profession, ils se sont trop battus pour cela chez eux et continuent à lutter aujourd'hui.

Raafat attend un entretien avec les autorités à la fin du mois, ce rendez-vous déterminera son statut en France. Ahura a obtenu le statut de réfugié politique tout comme Rebin. Kabir a reçu une réponse négative, mais continue les démarches pour régulariser sa situation.



Print



[Back to original article](#)

JPost.com: [Diplomacy and Politics](#) | [Defense](#) | [Jewish World](#) | [Mideast](#) | [Israel News](#) | [Opinion](#) | [Syria](#) | [Business](#) | [Food](#) | [Arts & Culture](#)

[About Us](#) | [Advertise with Us](#) | [Subscribe](#) | [RSS](#)

All rights reserved © 1995 - 2012 The Jerusalem Post.